



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Rebelote !

Il y aura donc un **nouveau projet de loi sur l'immigration soumis au Parlement début 2025**. Les décrets d'application de la loi Darmanin de janvier 2024 n'ont pas encore tous été pris que, déjà, les droites et l'extrême droite néo-fasciste renouent avec leurs obsessions xénophobes.

Au menu de ce projet anti-immigration, l'allongement **de 90 à 210 jours du placement en centre de rétention des étrangers sous obligation de quitter le territoire (OQTF) et jugés « dangereux »**. Par expérience avec ce genre de législation, l'exception tend rapidement à devenir la norme. Ce sont tous et toutes les migrant.es soumis.es à OQTF que ce projet menace à terme. Sous la pression de Retailleau, s'annonce aussi la reprise probable des dispositions de la loi Darmanin censurées par le Conseil Constitutionnel : restriction du regroupement familial, instauration d'un délit de séjour irrégulier... sans compter la remise en cause de l'Aide Médicale d'État au mépris des impératifs de santé publique.

Le paradoxe est que, face à une pénurie de main d'œuvre, **des patrons y compris au sein du MEDEF demandent à assouplir les règles d'emploi des migrant.es**. La nouvelle loi qui s'annonce est d'abord idéologique, un chiffon rouge agité pour diviser les exploité.es. Le renforcement de la législation anti-immigration qu'Ursula von der Leyen vient de proposer aux 27 États de l'UE est de même nature et répond aux exigences des extrêmes droites européennes.

Cela souligne, ô combien, l'urgence d'une riposte à la hauteur de la menace pour faire capoter le projet de loi « immigration » de Macron/Barnier/Retailleau/Le Pen

Vers une guerre généralisée au Moyen-Orient ?

Les forces d'occupation israéliennes n'ont pas tenu à Gaza les objectifs définis par le pouvoir colonialiste : malgré la disproportion des forces et le processus génocidaire en cours, elles n'ont ni ramené les otages, ni éliminé le Hamas, ni détruit la totalité de son potentiel militaire. Faut-il voir dans l'agression israélienne contre le Liban une volonté de redorer un blason militaire bien terni ? Sans doute, mais ce n'est qu'un élément. Cette nouvelle agression (la 5^e depuis 50 ans) correspond à la fois à des objectifs internes et externes ; au plan intérieur, le maintien de la guerre, et donc de l'unité du gouvernement fascisant de Netanyahu, est pour lui une quasi-assurance-vie ; au plan extérieur, cette agression lui permettra – pense-t-il – de sécuriser la frontière nord d'Israël et de donner un avertissement à l'Iran.

Israël considérait depuis longtemps le Hezbollah comme son principal ennemi et le surveillait avec des moyens considérables. L'agression israélienne a été méticuleusement préparée. Elle s'est déroulée en deux phases principales :

- Une phase préparatoire avec la destruction d'une usine de fabrication de missiles vers le 10 septembre, puis une attaque indiscriminée contre les bipeurs portatifs et les talkies-walkies des membres du Hezbollah les 18 et 19 septembre ;

- Une phase de guerre qui débute le 23 septembre par des bombardements massifs sur le sud et l'est du Liban ; dès ce premier jour le bilan est terrible (492 morts et 1 645 blessés) ; le 27 septembre, armés de bombes étasuniennes de 900 kg, les F15 israéliens attaquent le QG du Hezbollah dans une banlieue très peuplée de Beyrouth, Nasrallah est tué ainsi que des dizaines de civils ; le 29 septembre, l'armée israélienne commence ses attaques terrestres dans le Sud-Liban, mais ses gains territoriaux sont faibles en raison de la résistance du Hezbollah qui multiplie les attaques par drone sur le nord d'Israël ; à



partir du 10 octobre les Casques bleus de l'ONU, témoins gênants, sont ciblés par l'armée sioniste : 5 sont blessés en 3 jours, mais qu'importe pour Israël.

C'est bien à une guerre totale que se livre le pouvoir fascisant de l'État israélien ; le bilan du premier mois de l'agression est dramatique : 1 200 000 déplacés, des centaines de morts, une dizaine de milliers de blessés... Le pouvoir israélien veut dominer le Proche et le Moyen-Orient par la terreur, mais le premier résultat de cette politique sera son isolement de plus en plus grand et une détermination renforcée des populations locales à lutter contre lui. Ce n'est pas ainsi que l'on prépare la paix... à moins que la seule paix que cherche ce pouvoir colonial soit la paix des cimetières...

ASSEZ ! Il faut que ça s'arrête

Gaza (déclarée « front secondaire » par Nétanyahu) :

Plus de 373 jours de processus génocidaire, de déplacements forcés de population. Depuis plus de 12 jours, les habitant.es du nord de Gaza - particulièrement de Beit Hanoun, Beit Lahia et du camp de réfugié.es de Jabalia - sont assiégé.es, massacré.es et affamé.es. Dans toute l'enclave de Gaza, les bombardements sont ininterrompus avec leur lot d'horreurs et de carnages. Dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 octobre, **deux campements abritant des personnes déplacées de force ont été bombardés par Israël. Hommes, femmes et enfants ont été brûlés.vif.ves**. L'horreur absolue !

Rien ni personne n'arrête Israël : ASSEZ !

17 octobre 1961 :

Une journée portée disparue et pourtant si présente !



Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leurs familles ont manifesté pacifiquement à Paris pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé. La répression a été d'une grande violence : des milliers d'arrestations, des centaines de morts ou disparus.

Le préfet de police de Paris qui conduisait les opérations était Maurice Papon, condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité pour des actes commis entre 1942 et 1944. Le silence fut organisé sur cette tragédie et le 17 octobre est devenue « une journée portée disparue ». **C'est grâce à l'action de citoyen.nes, écrivain.es, associations, historien.nes, grâce au foisonnement d'initiatives militantes, que la vérité a pu émerger.**

Maurice Papon n'est pas le seul à porter la responsabilité de ce massacre, le sommet de l'État est aussi en cause. La responsabilité de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, de Michel Debré, premier ministre, et de Charles de Gaulle, alors président de la République, est engagée. **L'État français doit reconnaître que le massacre commis en plein cœur de Paris « est un véritable crime d'État ».**

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est agir pour porter l'Histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie à la connaissance du grand public. L'occultation des crimes commis en Algérie pendant la colonisation et la guerre d'Algérie permet les discours de l'extrême-droite et d'une partie de

la droite cultivant la nostalgie de l'Algérie française, et par voie de conséquence justifiant l'ordre colonial.

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est refuser la violence d'État utilisée pour réprimer les manifestations, des gilets jaunes à Sainte Soline, c'est refuser la banalisation des violences policières vis à vis de la jeunesse et des populations des quartiers populaires, dont une tragique illustration est la mort du jeune Nahel à Nanterre le 27 juin 2023. Cette mort n'est malheureusement pas un fait isolé, elle fait suite à d'autres morts qui n'auraient pas dû survenir : Al-houssein, Jean-Paul, Boubacar, Rayana, Souheil, ...

Le rapport de l'ONU « Le racisme et la discrimination sont l'héritage du colonialisme » (juin 2023) indique : « *Aucun État n'a rendu de comptes systématiques pour son passé ou pour les conséquences actuelles du racisme systémique, y compris pour la marginalisation socio-économique et politique qui conditionne la vie des personnes d'ascendance africaine dans certains pays* ».

Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est défendre le droit des peuples à maîtriser leur destin a conduit à une guerre cruelle, avec des centaines de milliers de morts, et bien plus de familles endeuillées. C'est une leçon importante à rappeler alors que le peuple palestinien est victime de la part du pouvoir israélien d'une situation coloniale et d'une punition collective d'une violence inouïe.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

 ENSEMBLEmouvnt

 Mouvt_ENSEMBLE

 mouvement_ensemble

